



Canadian Pork Council
Conseil canadien du porc

Le CCP se rendra à Atlanta pour les négociations du PT

Le 28 septembre 2015 (Ottawa) Le Conseil canadien du porc se rendra à Atlanta en Géorgie, cette semaine, avec les membres de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCAA), pour représenter les intérêts de notre secteur durant la participation du Canada aux négociations du PT. Ces négociations ont commencé il y a plusieurs années, et le Canada s'y est joint en 2012. Selon les défenseurs du CCP, la signature d'une entente qui inclura le Canada assurera un avenir prospère à l'industrie du porc.

« Le Canada doit se tailler une place au sein du PT sinon il risque de perdre de sa compétitivité dans plusieurs de nos marchés les plus valables », a déclaré Bill Wymenga, premier vice-président du CCP et producteur de l'Ontario. « Si le Canada était laissé de côté, cela aurait des effets négatifs sur la viabilité économique de l'industrie. Selon toute vraisemblance, des producteurs de porc canadien, ainsi que des entreprises de transformation et d'exportation de porc devraient fermer leurs portes. »

Les producteurs de porc canadien et de nombreuses entreprises du Canada qui fournissent des intrants et des services à l'industrie ont tout intérêt à ce que notre pays déploie de vigoureux efforts pour réduire les obstacles au commerce agroalimentaire et gagner accès à d'autres marchés grâce à des initiatives telles que le PT.

L'industrie porcine du Canada s'attend à ce que l'intégration du pays lui permette :

- de préserver la capacité du Canada d'exporter au Japon comparable à celle de ses concurrents;
- d'obtenir des chances de vendre au Japon plus de porc que les exportateurs non membres du PT, comme l'Union européenne et le Brésil;
- d'obtenir une amélioration substantielle des modalités d'accès aux marchés, en particulier celui du Vietnam d'autres pays non membres du PT.

Le secteur porcin du Canada a vu ce qui se passait en l'absence d'accords commerciaux avec les marchés clés, comme ce fut le cas avec la Corée du Sud, tandis que les États-Unis, l'Union européenne et d'autres grands concurrents signaient des accords de libre-échange bien avant que le Canada le fasse. Le secteur canadien du porc a perdu sa part traditionnelle du marché coréen presque

immédiatement et vu ses exportations de porc dans ce pays chuter des deux tiers (150 millions de dollars) en juste deux ans après la mise en œuvre de l'accord de libre-échange Corée-État-Unis. En se joignant au PT, le Canada obtient une part du marché japonais sept fois plus grande que celle que les exportateurs de porc canadiens avaient acquise en Corée du Sud.

« L'adhésion du PT au Canada accorde un accès préférentiel à un groupe de pays qui représente environ 40 % de l'économie mondiale, a ajouté Wymenga. Nous sommes emballés par les possibilités que cela pourrait apporter à notre industrie. »

Le PCC est le porte-parole national des producteurs de porc du Canada. Cette fédération d'associations industrielles de neuf provinces joue un rôle de chef dans le secteur canadien du porc en atteignant et en maintenant le dynamisme et la prospérité du secteur canadien du porc.

Relations avec les médias :
Gary Stordy
Gestionnaire des relations publiques
Conseil du porc du Canada
(t) 613-236-9239 poste 277